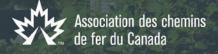
## Mémoire pour les consultations prébudgétaires 2021

ASSOCIATION DES CHEMINS DE FER DU CANADA

Des gens. Des biens. Au Canada, le train va loin.

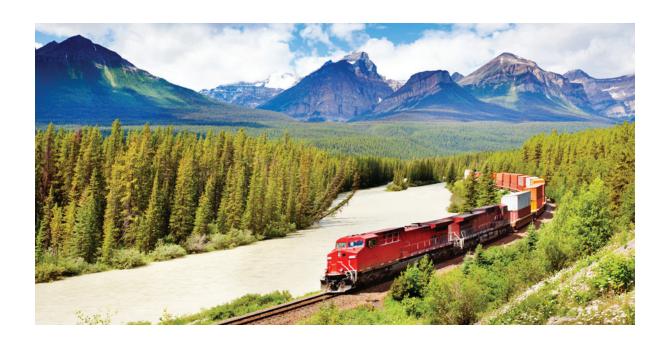




# Mémoire pour les consultations prébudgétaires 2021

### L'Association des chemins de fer du Canada (ACFC) fait les recommandations suivantes au gouvernement :

- 1. Réaliser le projet de Train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail, car cela représente une infrastructure clé qui contribuera à une reprise économique plus durable au Canada.
- 2. Créer un programme fédéral de financement des immobilisations afin de soutenir les investissements dans l'infrastructure des chemins de fer d'intérêt local.
- 3. Apporter des modifications à la politique fiscale afin d'encourager les investissements dans l'infrastructure ferroviaire pour assurer que le secteur peut maintenir une solide chaîne d'approvisionnement et une future croissance.
- 4. Prendre des mesures additionnelles pour assurer que les exploitants de chemins de fer touristiques ont un accès immédiat au capital, et former un groupe de travail afin d'élaborer un plan de reprise à long terme dans le secteur canadien du tourisme.
- 5. Augmenter le financement des immobilisations pour aider à créer des emplois, relier les gens et assurer que le transport en commun reste essentiel à une économie faible en carbone et à une vie urbaine plus durable.



### Introduction

Le transport ferroviaire est le pilier de l'économie canadienne et, même en période difficile, les Canadiens continuent à bénéficier de services de transport de marchandises et de voyageurs résilients. L'Association des chemins de fer du Canada et ses compagnies membres s'engagent à innover et à maintenir des pratiques exemplaires en matière de sécurité, d'innovation, de gestion environnementale et de croissance économique.

Comme nous le constatons ces derniers temps, les chemins de fer sont essentiels à l'économie canadienne et interagissent avec toutes les facettes de la société : consommateurs, fournisseurs, expéditeurs et communautés, partout au pays.

Les chemins de fer marchandises soutiennent la prospérité économique en reliant les entreprises locales aux marchés nationaux et internationaux, et fournissent aux Canadiens les produits dont ils ont besoin pour être en santé et en sécurité.

Les chemins de fer voyageurs assurent que des millions de Canadiens, dont des travailleurs essentiels, peuvent aller travailler en toute sécurité et restent en contact avec leur famille et leurs amis, tout en respectant l'environnement.

Finalement, les chemins de fer touristiques sont un élément essentiel de la dynamique industrie touristique du Canada et son empreinte économique annuelle de 100 milliards de dollars.

### Faits et chiffres

Chaque année, le réseau ferroviaire transporte environ 328 milliards de dollars de produits canadiens, les chemins de fer marchandises transportant 50 % des exportations. Chaque année, environ 3 800 locomotives et 32 800 cheminots dévoués transportent des marchandises et des gens sur 44 000 kilomètres de voies ferrées partout au pays et à divers endroits aux États-Unis. Ces voies ferrées nécessitent une maintenance pour assurer des livraisons efficientes, ainsi que la sécurité des employés des chemins de fer et des communautés où ces derniers font affaire

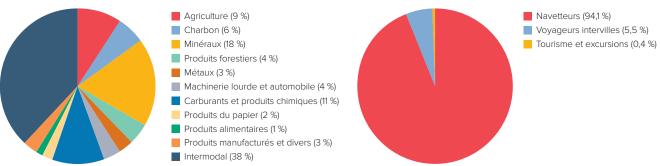
Le secteur ferroviaire est l'une des industries plus capitalistiques du Canada. Les chemins de fer canadiens sont verticalement intégrés, ce qui comprend la propriété des voies ferrées, de l'immobilier, des locomotives et du matériel roulant, et cela justifie la nécessité d'investissements considérables. En moyenne, les chemins de fer canadiens réinvestissent de 20 % à 25 % de leurs revenus dans leurs réseaux, chaque année, soit plus de 32 milliards de dollars au Canada seulement depuis 1999. Ces investissements annuels considérables dans l'infrastructure ferroviaire soutiennent la forte demande croissante de produits canadiens, ainsi que la facilité avec laquelle ces produits peuvent être offerts sur les marchés mondiaux.

De plus, le secteur ferroviaire du Canada fait sa part pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), tout en soutenant l'économie et en favorisant le commerce. Les chemins de fer font partie des moins gros émetteurs industriels du Canada, représentant seulement 1 % des émissions. Depuis 1990, les chemins de fer marchandises ont réduit leur intensité de GES de plus de 40 %, tout en augmentant leur charge de travail de 80 %. Quant aux chemins de fer voyageurs intervilles, ils ont réduit leurs émissions de 55 %, alors que le nombre de voyageurs a augmenté de 25 %.

Le transport ferroviaire des marchandises est de quatre à cinq fois plus écoénergétique que le transport par camion, et le transport ferroviaire des voyageurs est trois fois plus écoénergétique que le transport par voiture. Par exemple, une seule locomotive peut déplacer une tonne de marchandises sur plus de 210 kilomètres avec un seul litre de carburant, et un seul train de marchandises peut éliminer plus de 300 camions des routes canadiennes. De façon similaire, chaque train de voyageurs remplace une douzaine de voitures, réduisant les émissions et améliorant le temps de déplacement.

Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques et le rapport Transports 2030 du ministère des Transports du Canada mettent tous deux en lumière la valeur et l'importance de l'augmentation du transport ferroviaire des biens et des gens. En fait, si l'on remplaçait seulement 10 % du transport par camion par le transport ferroviaire, on réduirait les émissions de 3,7 mégatonnes (Mt) d'équivalent  $\mathrm{CO}_2$  par année. En retirant des véhicules de la route, non seulement les chemins de fer aident à réduire les répercussions environnementales, mais aident à limiter la dégradation de l'infrastructure publique.





L'ACFC et ses membres pensent que les investissements dans la chaîne d'approvisionnement axée sur le transport ferroviaire peuvent offrir une valeur à long terme au Canada et assurer que les Canadiens continuent à bénéficier de services de transport de marchandises et de voyageurs résilients.

### Recommandations

### 1 – Train à grande fréquence (TGF)

L'ACFC encourage le gouvernement à réaliser le projet de Train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail quand les travaux exploratoires et les analyses additionnelles seront terminés, car cela représente une infrastructure clé qui contribuera à une reprise économique plus durable au Canada.

Le TGF est un projet valable qui stimulera la croissance économique du Canada tout en réduisant les émissions de GES de 10 Mt (ou de 14 Mt s'il est électrique) sur une période de 30 ans, ce qui est l'équivalent de retirer 10 % des voitures des routes canadiennes pendant un an.

En offrant ce nouveau service sur son réseau, VIA pourra mieux relier les Canadiens dans les régions les plus populeuses du pays en augmentant la fréquence des trains, en réduisant la durée des déplacements et en offrant un service plus fiable.

**Recommandation :** Réaliser le projet de TGF de VIA Rail afin de créer des emplois, de stimuler une croissance durable et d'augmenter les avantages environnementaux du transport ferroviaire.

### 2 - Soutien aux chemins de fer d'intérêt local au Canada

Les chemins de fer d'intérêt local jouent un rôle vital sur la chaîne d'approvisionnement canadienne, offrant un service intermodal essentiel qui relie les clients et les économies rurales au reste du monde. En fait, environ 20 % des wagons ont leur origine sur un chemin de fer d'intérêt local. C'est pourquoi l'ACFC pense que le gouvernement fédéral peut et devrait faire plus pour soutenir les chemins de fer d'intérêt local et leurs clients.

L'examen de la Loi sur les transports au Canada et de la Loi sur la sécurité ferroviaire démontre que le gouvernement fédéral doit soutenir les chemins de fer d'intérêt local.

Jusqu'à présent, le Nouveau Plan Chantiers Canada et le Fonds national des corridors commerciaux ne sont pas une source de financement significative pour les chemins de fer d'intérêt local. À l'inverse, les chemins de fer d'intérêt local aux États-Unis bénéficient de nombreux programmes de financement fédéraux et d'État, notamment des subventions, des crédits d'impôt et des prêts à faible taux d'intérêt.

**Recommandation :** Créer un programme de financement des immobilisations de 365 millions de dollars sur six ans (de 2021 à 2026) afin de soutenir les investissements dans l'infrastructure des chemins de fer d'intérêt local.

### 3 – Politique fiscale et compétitivité des chemins de fer marchandises canadiens

Le Canada a besoin d'un cadre fiscal concurrentiel pour encourager les investissements dans l'infrastructure afin d'assurer que le secteur peut maintenir une solide chaîne d'approvisionnement et faciliter une croissance future.

Les récentes réformes fiscales aux États-Unis changent la cadre de compétitivité en Amérique du Nord. Il faut apporter des modifications fiscales au Canada pour assurer que les chemins de fer restent concurrentiels et peuvent continuer à faire des investissements comparables aux années précédentes et de façon proportionnelle à leurs concurrents américains.

En raison des coûts après impôt moins élevés aux États-Unis, les chemins de fer et les clients canadiens, qui investissent dans leur propre infrastructure ferroviaire, sont considérablement désavantagés. Si ce déséquilibre fiscal persiste, d'importants débouchés économiques et investissements risquent d'être perdus au Canada. Autrement dit, les chemins de fer canadiens ne devraient pas être pénalisés parce qu'ils exploitent un réseau ferroviaire nord-américain.

Les tableaux suivants montrent : (1) les différences entre les régimes fiscaux canadien et américain quant à la déduction pour amortissement (DPA) et (2) le traitement fiscal des chemins de fer par rapport à d'autres industries capitalistiques au Canada.

Tableau 1 : Régimes d'amortissement canadien et américain\*

CHEMINS DE FER	CANADIE	NS	CHEMINS DE FER AMÉRICAINS							
	Taux	DPA \$	DPA %		Taux	DPA \$	DPA %			
INFRASTRUCTUR	E FERROV	IAIRE								
Année 1	10 %	15 \$	15 %	Année 1	100 %	100\$	100 %			
Total à l'année 4		38 \$	38 %	Total à l'année 4		100 \$	100 %			
GARES DE TRIAGE (BÂTIMENTS)										
Année 1	4 %	6\$	6 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %			
Total à l'année 4		17 \$	17 %	Total à l'année 4		100 \$	100 %			
WAGONS	·									
Année 1	15 %	23 \$	22,5 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %			
Total à l'année 4		52 \$	52 %	Total à l'année 4		100 \$	100 %			
LOCOMOTIVES										
Année 1	30 %	45 \$	45 %	Année 1	100 %	100 \$	100 %			
Total à l'année 4		81 \$	81 %	Total à l'année 4		100 \$	100 %			

<sup>\*</sup> Pour 100 \$ de dépenses en immobilisations

Tableau 2 : Secteur ferroviaire et autres industries au Canada\*

SECTEUR FERRO	VIAIRE		FABRICATION ET			CAMIONNAGE		
	Taux	DPA %		Taux	DPA %		Taux	DPA %
INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE		USINES			S.O.**			
Année 1	10 %	15 %	Année 1	10 %	15 %			
Total à l'année 4		38 %	Total à l'année 4		38 %			
WAGONS	BÂTIMENTS (FOURS, RÉSERVOIRS, CUVES)			VES)	REMORQUES			
Année 1	15 %	22,5 %	Année 1	100 %	100 %	Année 1	30 %	45 %
Total à l'année 4		52 %	Total à l'année 4		100 %	Total à l'année 4		81 %
LOCOMOTIVES			MATÉRIEL			CAMIONS		
Année 1	30 %	45 %	Année 1	100 %	100 %	Année 1	40 %	60 %
Total à l'année 4		81 %	Total à l'année 4		100 %	Total à l'année 4		91 %

<sup>\*</sup> Pour 100 \$ de dépenses en immobilisations

Alors que le gouvernement fédéral a réglé ce problème pour certaines industries dans l'Énoncé économique de l'automne 2018, les chemins de fer canadiens restent considérablement désavantagés par rapport aux chemins de fer américains et à d'autres industries capitalistiques canadiennes, ce qui les pousse à investir aux États-Unis plutôt qu'au Canada.

L'amélioration de la politique fiscale et de la compétitivité des chemins de fer marchandises non seulement aiderait à répondre aux besoins de l'économie canadienne et à créer des emplois, mais assurerait qu'il existe un cadre financier approprié pour transporter plus de marchandises et de voyageurs par train, de manière écologique.

Recommandation: Prendre des mesures de déduction pour amortissement accéléré, notamment en permettant aux chemins de fer canadiens de déduire la totalité de leurs dépenses en immobilisations immédiatement pour qu'ils puissent continuer à faire les investissements requis pour maintenir et améliorer un réseau ferroviaire résilient. De telles mesures permettront aux chemins de fer de continuer à répondre aux besoins de l'économie canadienne et aideront à réduire les coûts liés aux exigences de sécurité ferroviaire comme l'amélioration des passages à niveau.

<sup>\*\*</sup> L'infrastructure utilisée pour transporter les marchandises (routes interprovinciales) est déjà pleinement financée par le gouvernement.

### 4 - Soutenir les chemins de fer touristiques du Canada

Les chemins de fer touristiques sont un élément essentiel de la dynamique industrie du tourisme du Canada et son empreinte économique annuelle de 100 milliards de dollars.

Chaque année, les chemins de fer touristiques membres de l'ACFC réalisent environ 340 000 voyages, génèrent plus de 325 millions de dollars de revenu et soutiennent quelque 1 000 emplois saisonniers bien rémunérés dans des communautés rurales et éloignées partout au Canada. Les dépenses en immobilisations annuelles de nos membres représentent environ 45 millions de dollars, et nos membres paient environ 15 millions de dollars en impôts au gouvernement, chaque année.

Le déplacement des touristes par train stimule les économies locales et régionales en créant une demande pour des entreprises locales comme les hôtels, les restaurants, les commerces de détail et les agences d'excursions.

Les fermetures liées à la pandémie de COVID-19 réduisent les revenus requis pour compenser les coûts de fonctionnement et de capital considérables requis pour offrir des services ferroviaires touristiques. Les exploitants sont obligés de réduire considérablement leurs services, de suspendre des dépenses en immobilisations, de mettre des employés à pied et, dans certains cas, de cesser complètement leurs activités pour la saison. Il faut donc faire plus pour soutenir les chemins de fer touristiques afin qu'ils puissent continuer à servir les clients canadiens et étrangers, aujourd'hui et demain.

**Recommandation :** Prendre des mesures additionnelles pour assurer que les exploitants de chemins de fer touristiques ont un accès immédiat à des capitaux et créer un groupe de travail pour élaborer un plan de reprise à long terme afin de rétablir la confiance et de refaire du Canada une destination attrayante pour les visiteurs étrangers. De plus, alors que les déplacements internationaux sont limités, l'ACFC recommande des efforts additionnels pour promouvoir le tourisme national afin de stimuler la croissance économique et la création d'emplois dans toutes les régions du pays.

### **5** - Transport en commun / Trains de banlieue

Le récent engagement du gouvernement du Canada à allouer un financement de contrepartie aux investissements provinciaux et territoriaux d'environ 1,8 milliard de dollars afin de soutenir toute contribution additionnelle au transport en commun est une excellente nouvelle pour les exploitants de trains de banlieue, partout au pays, qui connaissent une réduction drastique des déplacements et des revenus depuis quelques mois.

Au pic de la pandémie de COVID-19, le nombre d'usagers des trains de banlieue avait diminué de pas moins de 95 %, et les exploitants ont été obligés de réduire les services et de mettre des employés à pied. Pendant la reprise, ils vont devoir trouver des façons innovatrices d'offrir un service sécuritaire, tout en répondant rapidement à la demande changeante.

Les chemins de fer de banlieue et les municipalités font toujours face à des difficultés financières considérables et ont besoin d'un soutien gouvernemental additionnel pour faire les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations nécessaires pour augmenter leur efficacité et maintenir leurs services.

**Recommandation :** Offrir un financement additionnel afin d'assurer que le transport en commun fait partie de la reprise économique. Ce soutien financier aidera à rétablir des emplois, à relier les gens et à assurer que le transport en commun reste un élément essentiel d'une économie faible en carbone et d'une vie urbaine plus durable.



### **Conclusion**

Alors que le gouvernement étudie des façons de relancer l'économie canadienne à la suite de la pandémie de COVID-19, les investissements dans la chaîne d'approvisionnement ferroviaire peuvent créer une valeur à long terme pour le Canada et assurer que les Canadiens continuent à profiter de services de transport de marchandises et de voyageurs résilients.

Malgré une année difficile, marquée par des différends commerciaux, un arrêt de travail, des barrages ferroviaires et une pandémie mondiale, les exploitants ferroviaires du Canada persévèrent et continuent à offrir leurs services.

La résilience des chemins de fer en cette période de grande incertitude va aider notre pays à se remettre de la pandémie plus rapidement, et une capacité accrue va aider à rouvrir plus d'entreprises et à remettre plus de gens au travail.

Les membres de l'ACFC ont déjà le pouvoir d'offrir des services sécuritaires et fiables, comme ils l'ont toujours fait. Avec un soutien approprié, dont la mise en œuvre des recommandations de ce mémoire prébudgétaire, les chemins de fer du Canada seront en mesure de transporter encore plus de marchandises et de voyageurs pendant la reprise économique postpandémie.

### **Contact**

Les commentaires et les questions peuvent être soumis à **Association des chemins de fer du Canada** 901-99 rue Bank Ottawa, ON K1P 6B9

(613) **567-8591** rac@railcan.ca www.railcan.ca





www.railcan.ca